



ÉDITO

@defibrilators

VANIK BERBERIAN

Président AMRF

Les territoires ruraux, Français et Européens, globules rouges de l'Union européenne, si on le décidait. Vraiment.

Il est des campagnes électorales qui en réalité ne s'arrêtent jamais, y compris après les résultats officiellement proclamés. C'est le cas pour les élections européennes. Campagne permanente entre les scrutins qui opposent régulièrement dans le débat les forces en présence : les pro-européens, les anti-européens, les euro-sceptiques, les l'Europe-oui-mais-pas-celle-là, etc. Dans quelques jours le pays retournera dans le grand bain et on sait déjà que les arguments de campagne, des uns et des autres, seront une fois de plus recyclés. Même si les turbulences fondamentales que connaît le pays aujourd'hui viendront, à n'en pas douter, se fondre dans le débat strictement européen. Ce d'autant plus, que certains sujets sont la conséquence même des directives européennes, donc politiquement et techniquement imbriqués.

Mais retenons un sujet important, s'il en est, parmi d'autres : la faiblesse de la consommation des crédits européens identifiés sous la bannière des programmes Leader. On mesure la conviction et l'énergie nécessaire aux acteurs de ces programmes. La non consommation des crédits autrement dit, le scandale des scandales, est littéralement insupportable ! Sur les 687 millions d'€ envisagés par Bruxelles, seuls 28 millions ont été consommés en 5 ans, et le reste retournera à Bruxelles s'il n'est pas utilisé d'ici 2020.

Alors que les événements qui bouleversent le pays ont des causes très clairement identifiées depuis longtemps comme les fractures territoriales et sociales, on néglige autant de réponses qui pourraient utilement être apportées, si le processus était vraiment plus opérationnel.

Une fois encore le diagnostic qui conduit à l'identification des blocages est connu. (Pour mémoire, en 2013 c'est 1,2 milliards d'€ qui étaient perdus). On ne peut que regretter cette incompréhensible incurie à la française. On sait ce qui ne va pas et on ne fait rien ou presque pour y remédier rapidement. Citons parmi les blocages initiaux l'incompatibilité des systèmes informatiques, et pour certains toujours en cours : la complexité du montage des dossiers, les critères d'obtention plus restrictifs qu'incitatifs, les sur-complications technocratiques imposées par certaines administrations régionales zélées, les délais de paiement trop long qui mettent en péril économique les porteurs de projets. Pas étonnant que cela provoque renoncement, désillusion, lassitude et inertie. Alors qu'il n'en est rien dans de nombreux autres pays d'Europe !

Plus généralement et nous ne le dirons jamais assez, en France comme en Europe, il nous faut passer d'une politique d'assistanat et de compensation pour les territoires ruraux à une véritable politique d'investissement dans ces territoires. Pour cela un outil politique est nécessaire, un Agenda Rural partagé par l'ensemble des acteurs qui font vivre ces territoires.

Un agenda rural qui engage la responsabilité des pouvoirs publics de manière claire et concrète, sur la base d'un calendrier réaliste, doté de moyens financiers adaptés, et permettant une action qui redonne ambition et espoir aux habitants des territoires ruraux et plus largement à tous les français. Et pourquoi pas, soyons fous, à l'ensemble des citoyens européens.